

L'histoire des Juifs de France en question(s)- VI – Vichy, les Juifs et la Résistance

En septembre 1939, la France compte environ 300 000 Juifs, que l'on peut répartir entre «*Français depuis plusieurs générations : 110 000 ; naturalisés français : 70 000 ; étrangers et apatrides : 120000*» (Lucien Lazare, *in* OJC, 2002) auxquels il faut ajouter en mai 1940, 40 000 réfugiés juifs venus de Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg. Soit donc en tout 340 000 personnes environ.

Sous Vichy, les Juifs, français, étrangers, apatrides ou récemment naturalisés sont en réalité tous menacés par les lois antisémites de Vichy et l'occupation allemande – mais pas au même moment. Malheureusement, l'immense majorité d'entre eux ont du mal à comprendre la situation (y compris les Juifs stalinien¹), d'autant plus que les principales organisations communautaires n'ont pas une conscience claire des intentions de Hitler et de la politique de Pétain.

Ainsi, dans l'organe de l'Alliance israélite universelle Alfred Berl écrit : «*La France ne croit pas aux théories raciales d'outre-Rhin si contraires à son génie ; elle ne suivra jamais des chefs capables de prêcher l'extermination ou la mise hors la loi de toute une catégorie de Français.*». La LICA affirme également sans sourciller que «*l'antisémitisme n'est pas de chez nous*» (*Le Droit de vivre*, 1938). Quant à l'Union des sociétés juives de France, elle pense en 1939 que l'antisémitisme est «*nouveau venu en France*» (!) et que «*la propagande antisémite porte en même temps un caractère antifrançais en faisant le jeu de l'hitlérisme*».

Dans un tel contexte, peu de Juifs comprennent que Pétain, loin d'être un «bouclier» (!) qui les protégera contre les nazis, va être l'instrument, voire l'instigateur, de la politique d'extermination des Juifs étrangers², puis des Français juifs (15 154 seront dénaturalisés pour être plus facilement arrêtés, déportés et assassinés).

1. Selon A. Wieworka (2018), les Juifs communistes qui prétendent rétrospectivement avoir tout prévu et surtout avoir prévenu les Juifs contre les rafles sous Vichy ne prirent pas, dans un premier temps, de précautions spécifiques pour protéger leurs femmes et leurs enfants. Leur version inexacte, ou volontairement tronquée, de l'Histoire n'enlève rien à leur courage et à leur détermination antifasciste exemplaires. En effet, autant ils étaient persuadés que les nazis et le régime de Vichy avaient un projet précis de mise à l'écart et de fichage des Juifs, autant ils ne réalisèrent pas vraiment l'ampleur de ce qu'allait être le judéocide (ou plutôt de ce qu'il était déjà, si l'on prend en compte le **million** de Juifs éliminés, entre juin et décembre 1941, par les Einsatzgruppen en URSS, avant même la création des chambres à gaz dans les camps d'extermination en 1942 – 2,7 millions de Juifs seront assassinés cette année-là). Même s'ils évoquaient parfois «*l'extermination*» des Juifs dans leurs tracts en yiddish, cette expression visait surtout à inciter les Juifs à se révolter contre l'occupant nazi et Vichy.

2. Vichy rendit les juifs étrangers «*collectivement responsables de l'esprit qui a affaibli le moral de la nation, engendrant le désastre de 1940*» et les enferma dans des camps en zone

Comme l'écrit Régine Azria (2012), c'est «*divisés, écartelés, minés par la suspicion et leurs propres contradictions* » que «*les Français israélites abordent la période de la guerre. Pourtant, très peu d'entre eux cherchent à se soustraire aux lois juives édictées par Vichy. Ils se déclarent Juifs à la fois par fierté, par légalisme et par crainte des dénonciations*».

* **La situation des Juifs en 1940, selon Léo Hamon**

Ce responsable de la Résistance, MRP puis gaulliste de gauche, refuse de parler de «communauté juive» et distingue, à l'époque, parmi les Juifs, «*quatre types distincts d'humains : le premier était constitué essentiellement par les Juifs immigrés de fraîche date, tellement pris à la gorge par les difficultés de tous ordres, les dangers et les persécutions qu'ils s'attachaient surtout à survivre et à maintenir leur unité familiale. Un deuxième "type" se composait de ce que j'appellerais les notables. [...] Ils vivaient dans des conditions commodes, du moins au début de la guerre [...] ils n'avaient jamais eu l'habitude de se heurter à un sort malicieux. Un troisième "type" était formé de personnes beaucoup plus actives, d'origine étrangère bien souvent qui se sont consacrées au sauvetage des enfants, en collaboration avec des membres des Églises catholique et protestante. Ces réseaux de secours [...] ont payé un lourd tribut au combat mais c'étaient [...] les "brancardiers" de notre armée, des "brancardiers" qui ramassèrent de nombreux blessés. Enfin, je distinguerai une quatrième catégorie, celle des Français juifs, qui se sont engagés dans les rangs de la Résistance française*» (in RHICOJ, 1985).

Sous l'Occupation et le régime de Vichy, les Juifs de France se préoccupent surtout de résoudre leurs problèmes quotidiens : comment trouver de l'argent quand vous n'avez plus le droit de travailler nulle part, que vous êtes exproprié de votre commerce et de vos biens, comment vous loger, nourrir vos enfants, etc. Comment arriver à survivre lorsque vous avez le droit de faire vos courses seulement entre 15 et 16 heures à partir de juillet 1942 ; que vous ne pouvez travailler dans aucune profession qui vous mette en contact avec le public ; que vous pouvez être arrêté, lors d'un contrôle, si vous quittez votre appartement pour emprunter du sel à votre voisin ; que vous êtes privé de poste de radio et même de bicyclette ; que vous êtes soumis au couvre-feu entre 20 heures et 6 heures du matin ; que, comme en Algérie, on limite le nombre d'écoliers, de lycéens et d'étudiants juifs dans les établissements publics (au point qu'un réseau parallèle scolarise 20 000 enfants et adolescents juifs), etc. Et les associations juives, modérées et légalistes ou prêtes à violer la loi³, sionistes, bundistes, consistoriales, socialistes ou communistes, ne les incitent pas à résister au port de l'étoile jaune et aux recensements⁴ qui faciliteront ensuite leur arrestation et leur déportation. «*Face à la violence*

Sud (B. Philippe, 1997).

3. «*Obéir à la loi ! C'est un des fondements de la religion juive*», note A. Wieworka (2018) et elle cite à l'appui cette phrase de Richard L. Rubinstein : «*Il y eu, lors de l'extermination des Juifs d'Europe par les nazis, une hideuse ironie dans le fait que la disposition qu'ont les Juifs à se soumettre à la loi contribua grandement à la destruction de leur communauté.*»

4. De longues files se forment devant les commissariats, devant lesquels les Juifs attendent

antisémite, les Juifs de France sont incrédules et déboussolés. La foi dans l'assimilation républicaine et leur amour de la France se brisent contre l'antisémitisme d'Etat» (S. Ghiles-Meilhac, 2011).

En 1941, les Juifs croient encore que les nazis veulent «seulement» les dépouiller de leurs biens ; ils n'imaginent pas qu'ils désirent les exterminer et pensent encore que les Allemands ne toucheront pas aux femmes et aux enfants et que seuls les hommes sont envoyés «travailler» à l'Est. Cette conviction, et ce refus d'envisager l'inimaginable, durera chez certains jusqu'à leur arrivée dans les camps d'extermination, d'autant plus que les nazis ne cessèrent de mentir et manipuler les détenus, leurs familles et les associations juives, sans compter l'opinion publique : envoi de cartes postales optimistes signées sous la menace, promesses d'envoi d'argent ou de colis aux déportés, permis spéciaux accordés à certains Juifs afin qu'ils continuent de travailler pour l'industrie allemande, déplacements d'une prison à une autre, d'un camp à un autre, etc.

Selon A. Wieworka (2018) : *«Aujourd'hui, [...], nous connaissons le processus qui conduisit à la mort quelque soixante-seize mille juifs de France et nous voyons les diverses étapes : recensement, spoliation des biens, marquage par l'étoile jaune, internement, déportation. Car nous connaissons la fin de l'histoire. Or, cette fin de l'histoire – c'est-à-dire la destruction des Juifs d'Europe –, n'avait pas encore été décidée par les nazis⁵ et nul ne pouvait alors*

d'être enregistrés, «permettant la constitution d'un fichier modèle, grâce auquel les Allemands n'ignorent plus ni le nom, ni l'âge, ni la profession, ni l'adresse de chacune de leurs futures victimes : ils sont 160 000 à se sentir à l'abri parce qu'en règle» (A. Wieworka, 2018).

5. Certes, cette destruction n'avait pas été **formellement** décidée, mais elle avait été abondamment annoncée, par Hitler dans sa correspondance (donc à un cercle restreint) depuis 1919, dans *Mein Kampf* et dans différents interviews et discours dont celui du 30 janvier 1939 au Reichstag :

«Aujourd'hui, je serai encore un prophète : si la finance juive internationale en Europe et hors d'Europe devait parvenir encore une fois à précipiter les peuples dans une guerre mondiale, alors le résultat ne serait pas la Bolchevisation du monde, donc la victoire de la juiverie, au contraire, ce serait l'anéantissement de la race juive en Europe.» (Bien d'autres citations similaires de Hitler sont disponibles sur le site PHDN.)

Les quatre phrases du processus génocidaire :

- le recensement des Juifs et le port de l'étoile jaune ;
- l'exclusion sociale qui se traduit par l'interdiction de pratiquer la plupart des métiers, l'expropriation des biens, l'interdiction d'émigrer, le tout conduisant à l'appauvrissement inéluctable des Juifs et souvent à la constitution de ghettos ;
- la déportation ;
- et enfin l'extermination,

ces quatre phases sont assez cohérentes entre elles et font partie de la même séquence logique dans le cadre d'une pensée antisémite radicale.

Quant à l'incapacité totale de prévoir le judéocide, il faut nuancer, puisqu'il fut annoncé, entre autres, par Trotski dès 1938 : *«le nombre de pays qui expulsent les Juifs ne cesse de croître. Le nombre de pays capables de les accueillir diminue [...]. Il est possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais, même sans guerre, le prochain développement de la réaction mondiale signifie presque avec certitude l'extermination physique des Juifs»* («Appel aux Juifs américains menacés par le fascisme et l'antisémitisme»).

l'anticiper. Celui qui faisait la queue devant le commissariat de son quartier ne pouvait penser la chaîne implacable qui, de là, conduirait vers Auschwitz.»

Les plus politisés n'hésitèrent pas à s'engager très tôt dans la résistance contre Vichy et les nazis (d'autant plus s'ils avaient fui le nazisme en Autriche et en Allemagne, et n'avaient donc aucune illusion sur Pétain et Hitler) et à mener des actions armées contre les troupes allemandes (ce fut le cas notamment à Paris en 1943 où la MOI fut décimée par près de 200 arrestations, MOI composée pour l'essentiel de Juifs communistes étrangers).

«Dès l'été 1940, il y a des juifs dans la Résistance. Beaucoup d'israélites français ont rejoint Londres et les Forces françaises libres, mais les immigrés de fraîche date, plus sensibles à un idéal de justice qu'au sentiment national, et souvent membres du Parti communiste, entrent dans la lutte clandestine avant même que le parti en tant que tel y participe effectivement et sans restrictions, c'est-à-dire à partir de juin 1941, quand Hitler envahit l'Union soviétique» (B. Philippe, 1997).

Le Pacte germano-soviétique dérouta complètement les staliniens juifs et leurs sympathisants. Ainsi, la *Naye Prese* salua la signature de ce pacte comme un *«jour décisif pour la paix»* dans son édition du 23 août 1939. Mais une dizaine de jours plus tard, le même journal affirmait : *«l'hitlérisme, qui depuis le départ s'est construit sur le massacre des Juifs, a maintenant pris le chemin d'un massacre mondial»*. Comme quoi, la «paix» n'était pas vraiment en marche pour nos staliniens déboussolés.

Selon R. Poznanski (2004), jusqu'en août-septembre 1942, *L'Humanité* clandestine dénonce les mesures antisémites de Vichy, les arrestations, les emprisonnements, le port obligatoire de l'étoile jaune, tout en établissant une différence entre les artisans et petits commerçants juifs et les *«industriels et les capitalistes juifs qui échappent aux décrets d'aryanisation»* et *«qui collaborent avec les nazis contre la France et devront rendre des comptes demain, comme les autres traîtres»*.

Après l'attaque des armées allemandes contre l'URSS, le 22 juin 1941, bien sûr, **pas avant**, le PCF appelle les Juifs à refuser de se faire recenser⁶, à rejoindre la lutte armée et il incite la population à se montrer concrètement solidaire en cachant les Juifs. Mais, de septembre 1942 jusqu'à la fin de l'Occupation, la presse communiste clandestine, à part la propagande destinée spécifiquement aux Juifs (en yiddish ou en français), ne consacre plus que *«quelques lignes, ici ou là, à la lutte contre l'antisémitisme et le racisme en France»* (R. Poznanski, 2004).

Même si le débat continue et continuera entre les historiens, la leçon politique que nous pouvons en tirer pour le futur est claire : quelles que soient les intentions conscientes, ou inconscientes, d'un gouvernement ou d'un parti qui prône le fichage d'une catégorie donnée de la population, puis la restriction progressive de ses droits élémentaires, nous savons jusqu'où cela peut mener.

6. C'est beaucoup trop tard, puisque les Juifs avaient eu quinze jours, **à partir du 27 septembre 1940**, pour se faire enregistrer au commissariat le plus proche de leur domicile.



* Dessin antifasciste paru dans le journal yiddish américain *Der Hammer*, édité par le Parti communiste.

Cela n’empêche pas les militants communistes juifs, notamment pour combattre l’influence des associations religieuses ou sionistes, d’organiser des activités humanitaires (soupes populaires, collectes d’argent), avec des «organisations de masse» comme Solidarité ou l’Union des femmes juives et des manifestations devant les préfetures et les mairies pour exiger une meilleure distribution de la nourriture et du charbon, exiger des nouvelles des prisonniers, etc.

Ils dénoncent l’attitude collaborationniste des «hitléro-juifs», de la «Gestapo juive» ou des «Juifs bruns⁷» de l’UGIF (Union générale des Israélites de France⁸, créée le 29 novembre 1941

7. A cette époque, le PCF traite les dirigeants de l’UGIF de «nazis» mais les nazis, eux, sont seulement traités de «fascistes», **comme si l’antisémitisme n’était pas l’une des spécificités fondamentales de l’hitlérisme !**

On retrouve aujourd’hui chez les «antisionistes» de gauche le même type de vocabulaire, ou de comparaisons. Désormais, les «juifs nazis» ou les «judéonazis», ce ne sont plus les dirigeants de l’UGIF mais les «sionistes», les gouvernants et les colons israéliens. Aujourd’hui, les «antisionistes» (qu’ils soient juifs ou pas) commettent la même erreur létale que leurs prédécesseurs staliniens des années 1940 : ils croient toujours que l’antisémitisme est une question **secondaire** voire dépassée. Ils n’ont rien appris ni rien compris, d’autant plus que pour eux l’«islamophobie» aurait pris mécaniquement pris la place de l’antisémitisme. Enfermés dans leur «logique» et prisonniers de leur idéologie malsaine, ils considèrent que les meurtres à répétition commis en France et en Belgique depuis douze ans contre des Juifs (d’Ilan Halimi en 2006 à Mireille Knoll en 2018) sont, selon les cas, de simples «faits divers», des actes commis par des «déséquilibrés» ou encore par de mythiques «loups solitaires».

8. Le comportement de l’UGIF a suscité beaucoup de polémiques. Pour certains historiens comme André Kaspi, les dirigeants de cette organisation ont été «des hommes et des femmes qui appliquent la loi, le cœur lourd, dans un esprit de dévouement, sans comprendre toutes les implications de leur attitude, dans l’incapacité de prévoir l’avenir. Ils espèrent sauver ce qui peut être sauvé. Ils n’ont pas perdu confiance dans le gouvernement de Vichy ni dans les interventions qu’ils feront auprès de lui. Ils ont accepté de mettre la main dans l’engrenage

à la demande des nazis). Ils «organisent des structures syndicales clandestines dans les entreprises et dans les ateliers où les Juifs sont nombreux (confection, tricotage, cuir, chapellerie, fourrure, etc.)» (D. Douvette in RHICOJ, 1985).

Ils incitent même les petits artisans (qui travaillent pour les Allemands et fabriquent des gants, des tricotés, des canadiennes en fourrure, etc.) à stopper leur production. Ce mot d'ordre est irréaliste, puisque cette activité représente le seul moyen pour ces travailleurs de ne pas mourir de faim !

Cette propagande témoigne tout de même d'un effort considérable des staliniens pour politiser la population juive et l'inciter à résister par tous les moyens. Ils appellent également les concierges à faire preuve de solidarité concrète et à ne surtout pas servir d'indicateurs. Cependant, ces militants présentent toujours «l'internement des Juifs comme la première étape vers l'internement de milliers de travailleurs français ou d'une large partie de la population», comme «la réduction en esclavage d'une nation entière» (R. Poznanski, 2004), mais nullement comme une mesure spécifiquement destinée à **exterminer** les Juifs.

Les communistes juifs s'engagent dans la lutte armée au sein de l'Organisation Spéciale (centrée sur le sabotage et la guérilla urbaine), puis dans des groupes spécifiques des FTP-MOI, du moins jusqu'en 1942. Dans les cinq détachements des FTP-MOI de la région parisienne, les Juifs sont largement majoritaires, mais aussi à Lyon (bataillon Carmagnole), Grenoble (bataillon Liberté), Marseille et Toulouse (35^e brigade). En avril 1943, est créée l'UJRE (Union des juifs pour la résistance et l'entraide) afin de rassembler toutes les organisations proches du PCF. En 1944, ils forment même une «milice juive patriotique» pour libérer la capitale.

Trois générations de communistes juifs s'engagent dans le combat antinazi entre 1939 et 1945, mais les deux premières sont décimées⁹ : ceux qui ont participé à la création du PCF, ou d'autres partis communistes en Europe (et dans ce cas ils ont souvent une expérience de la clandestinité) ; ceux qui ont combattu en Espagne et possèdent donc une précieuse expérience militaire ; et enfin, une ultime génération née dans les années 20. Ce sont «des éléments très jeunes, de 15 à 20 ans [...]. Ils sont certes enthousiastes et déterminés, rompus à l'âpreté de la lutte clandestine et ils ont mûri dans la souffrance et la conscience de leur identité juive.

«Les rafles de juillet 1942 les placent devant un profond abîme» car les parents de ces Juifs d'origine étrangère ont été arrêtés lors des rafles du Vel' d'Hiv' des 16 et 17 juillet 1942 ; «ils se retrouvent seuls sans possibilité de survivre. C'est tout naturellement qu'ils viennent rejoindre les FTP-MOI dans lesquels ils trouvent une nouvelle famille et un peu de sécurité. [...] Mais ils sont beaucoup moins politisés que les deux générations précédentes et traduisent l'état réel du mouvement juif communiste, qui est exsangue» (D. Douvette, in RHICOJ 1985).

sans deviner que la plupart d'entre eux y perdront leur vie et leur âme» (Les Juifs pendant l'Occupation, Seuil, 1997). Pour S. Ghiles-Meilhac (2011), il faut à la fois se méfier de la «légende rose qui en faisait un organisme de sauvetage efficace» et de la «légende noire pour laquelle est un rassemblement de traîtres juifs». Il préfère souligner «l'engrenage fatal» qui happe les dirigeants de l'UGIF. Bien sûr, ce n'est pas du tout l'opinion des historiens staliniens ou d'extrême gauche.

9. Avant les rafles de mai-juillet 1942, «aucune mesure n'est prise par le Parti pour protéger les militants de base. Si leurs actions sont clandestines, ils n'entrent eux-mêmes dans la clandestinité qu'individuellement, au coup par coup», A. Wieworka (2018).

A. Wieworka (2018) parvient à la même constatation : «*La génération de la rafle est d'une autre espèce*» car ce ne sont pas des enfants de militants communistes. «*Elle est constituée de jeunes désespérés, choqués au plus profond d'eux-mêmes par ce qu'ils ont vu, subi. Ils veulent "faire quelque chose", se battre, lutter. [...] Par leur milieu d'origine, par leurs copains d'école, par une branche de leur famille (oncle, tante, cousin) c'est avec l'organisation communiste qu'ils trouvent le contact. [...] Certains deviendront communistes dans et par la Résistance.*»

En réalité, la décimation du mouvement communiste juif, surtout en région parisienne, est liée aussi à la stratégie du PCF, les staliniens voulant absolument démontrer au général de Gaulle qu'il représentait une force sur laquelle il fallait compter.

Quand le PCF considère que la technique de harcèlement et de guérilla urbaine n'est plus à l'ordre du jour, il décide de créer et d'implanter «*des maquis de plus en plus nombreux*» et de mettre «*au second plan la guérilla urbaine*» pour renforcer son «*rapport de forces avec ses partenaires du CNR et le gouvernement provisoire d'Alger du général de Gaulle*» (A. Wieworka, 2018).

Entre novembre 1942 et janvier 1943, la situation internationale change : les Alliés avancent en Afrique du Nord, tout comme les Soviétiques sur le front de l'Est. Staline se rend compte que «*les communistes devront s'allier aux autres forces, éventuellement se mettre sous leur direction*» (A. Wieworka, 2018), d'où l'importance de l'union nationale avec les différentes forces bourgeoises. Cette «*politique d'alliance se double d'un retour à la lutte syndicale, la lutte revendicative*» qui avait été «*abandonnée par les communistes au profit de l'exaltation de la seule lutte armée*» (*idem*).

Dans ce contexte, bien que «*les responsables de la Section juive et les responsables militaires*» aient «*demandé par trois fois entre mai et juillet 1943 d'être mutés en province*» leur demande est rejetée par la direction politique de la MOI, «*ce qui, implicitement, condamnait à court terme les combattants de Paris*» (*idem*).

Selon D. Douvette (*in* RHICOJ, 1985) : le but «*de la direction politique de la MOI, et en particulier de sa section juive*» était de «*multiplier le nombre de leurs actions dans le but de sensibiliser l'opinion et de démontrer la présence et la force de la Résistance communiste. Or, les FTP-MOI qui réussissent de nombreux coups spectaculaires, sont en fait peu nombreux : une centaine à Paris à peine en comptant les services techniques et les agents de liaison. La multiplication des sabotages, des attaques d'unités allemandes, des grenadages et des exécutions [...] rend vulnérable chacun d'entre eux en l'exposant trop fréquemment. Or, au cours de l'été et du début de l'automne 1943, les FTP-MOI font plusieurs sorties par semaine, respectant difficilement les règles de sécurité.*» Entre septembre et novembre 1943, près de 200 militants de la MOI dont plus de la moitié étaient juifs sont arrêtés. D'où le procès-spectacle de «*l'Affiche rouge*», procès organisé par les nazis, et groupe dans lequel, sur 23 fusillés 11 étaient juifs.

* L'attitude des Juifs français

Parmi les descendants des Juifs émancipés en 1791, dont la famille vivait en France depuis beaucoup plus longtemps, les positions politiques étaient généralement moins radicales¹⁰, même si certains eux s'engagèrent aussi dans la Résistance y compris armée. Mais ils le firent, selon R. Poznanski (2004), sur une base beaucoup plus individuelle, chacun rejoignant le mouvement de résistance le plus proche de sa sensibilité politique et sans nouer de contacts avec les organisations juives. «*S'ils risquaient leur vie – comme les autres –, c'était au nom d'une certaine idée de la France, et non pas à cause de leur origine*» (R. Poznanski, 2008).

C'est pourquoi d'ailleurs, les communistes, parfaitement «*conscients de la dichotomie existant entre les Juifs français et immigrés*», soutinrent la création du Comité général de défense en juillet 1943 qui rassemblait communistes, bundistes et sionistes originaires d'Europe centrale et orientale ; puis celle du CRIF en janvier 1944, regroupant toutes les tendances religieuses ou politiques présentes en France ; celles-ci se mirent d'accord pour que son président soit celui du Consistoire, ou alors qu'il soit désigné par celui-ci.

Le but du nouvel organisme unitaire est de devenir «*l'interprète du judaïsme en France devant les pouvoirs publics*». «*La représentation politique des Juifs de France est née*» (S. Ghiles-Meilhac, 2011). Parmi les revendications du CRIF figurent «*la liberté de circulation et le droit à la protection*» des Juifs en France, mais aussi «*la liberté d'immigration et de colonisation juives en Palestine*». Le CRIF soutient «*les revendications de l'Agence juive et des autres organismes compétents*», mais, à cause de l'opposition du PCF, il ne spécifie pas quelle sera, par exemple, «*la langue d'un futur État en Palestine et les relations [...] avec le foyer juif de Palestine*» (*idem*).

10. C'est ainsi que *L'Univers israélite*, «journal des principes conservateurs du journalisme», écrit, le 8 septembre 1939, «*La brute, la bête, la bête orgueilleuse s'est réveillé dans l'Allemand. C'est Hitler le Germain [...] qui n'a jamais pu établir avec l'âme européenne une véritable communion. [...] La France commande. Les peuples de la raison obéissent, car ils savent que la France marche à la tête de la civilisation.*» Un discours chauvin typique et le 24 mai 1940 le même journal se félicita que «*le maréchal Pétain [soit] venu se placer au premier rang des serviteurs de la patrie*». Un mois plus tard, Pétain signait l'armistice et, dès octobre 1940, le premier Statut des Juifs, statut à propos duquel *L'Humanité* se maintient «*dans un registre abstrait et vague*», selon Annie Kriegel. En effet, les dirigeants du PCF comme Jacques Duclos préfèrent constater, en juillet 1940 dans leur journal clandestin, que «*Les conversations amicales entre travailleurs parisiens et soldats allemands se multiplient.*»

Les Juifs patriotes n'ont guère de flair politique même si certains d'entre eux, y compris parmi les notables juifs les plus antisionistes, commencent, avec l'accumulation des lois et des décrets pris contre les réfugiés et les immigrés, donc aussi contre les Juifs, à prendre conscience que le sionisme peut offrir une solution face à l'antisémitisme nazi.

* Le rôle des femmes dans la Résistance

Selon Rita Thalman (*in* RHICOJ, 1985) le rôle des femmes a été peu étudié par les spécialistes, ou réduit à des fonctions secondaires, et encore plus pour les femmes juives, puisque la Résistance juive a été minorée pour des raisons idéologiques, par tous les courants politiques, des gaullistes aux staliniens¹¹.

Pour cette historienne, *«presque toutes viennent des partis et syndicats de gauche et d'extrême gauche, c'est-à-dire des seules organisations qui admettaient déjà avant-guerre l'engagement social et politique des femmes ; la plupart sont d'origine étrangère, c'est-à-dire qu'elles ont l'expérience directe ou indirecte de l'émigration et de la répression.»*



R. Thalman souligne *«la diversité des fonctions et des tâches assurées, les unes participant à la direction de l'UJRE, de la MOI, du Mouvement national contre le racisme, de la commission intersyndicale ou de l'Union des partisans juifs, d'autres participant aux combats ou à l'appareil technique des mouvements de Résistance, d'autres encore exercent des activités plus ou moins spécifiquement féminines comme le Travail allemand, réalisé essentiellement par des émigrées juives de langue allemande auprès des militaires de la Wehrmacht afin de leur soutirer des renseignements ou de les inciter à la désertion.»*

11. Comme l'explique Catherine Varlin dans un très beau témoignage (*in* RHICOJ, 1985) : *«Les événements et les tribulations de ma famille venaient de me faire découvrir que j'étais juive. [...] je suis devenue sioniste sur-le-champ. [...] J'ai participé [...] à une école de cadres sionistes à Moissac. Là, très rapidement, le débat entre les participants s'est concentré sur une alternative essentielle : fallait-il se battre immédiatement aux côtés des non-Juifs contre les nazis, ou [...] se préparer, avec armes et bagages, à gagner la Palestine aussitôt que possible ?»* Elle choisit d'intégrer les Groupes de combat juifs de la Résistance, puis les FTP-MOI où, comme elle le dit joliment, *«la judéité faisait partie de l'armement»*. Mais, en 1985, elle constate avec amertume que, *«insidieusement d'abord, plus clairement ensuite, on a entrepris de purger la vie politique française de ses résistants, et en particulier de ses résistants juifs»*.

Certaines «acceptèrent même de retourner sous une fausse identité dans leur patrie d'origine pour contribuer au sabotage de l'industrie nazie, ce qui leur valut la déportation à Ravensbrück ou l'exécution immédiate après leur arrestation». En effet, les «nazis ne faisaient pas de différence entre les deux sexes dans la répression des actions de Résistance qu'elle qu'en fût la nature».

Il est donc essentiel de «reconnaître le rôle primordial des assistantes sociales professionnelles ou improvisées de l'OSE, des militantes du Mouvement de la jeunesse sioniste et des Éclaireurs israélites [...] qui ont contribué pour une part essentielle au sauvetage de près de 10 000 enfants juifs en risquant leur vie au même titre que les combattantes de la Résistance armée ; de mettre en lumière le caractère indispensable et dangereux des tâches dites techniques confiées aux femmes et minimisées jusqu'à présent par les historiens».

Parmi ces tâches dites «techniques», R. Thalman cite celle «d'agents de liaison qui valent, à celles qui sont arrêtées, la déportation voire l'exécution», le transport d'armes et la fabrication d'explosifs.

LA MAIN FORTE ET L'ARMÉE JUIVE

Il faut signaler que l'une des premières organisations de résistance, la Main forte ou Forteresse juive¹², fut créée à l'été 1940¹³ par des sionistes «révisionnistes» (donc de droite voire **d'extrême droite**¹⁴) venus de Russie. Ils fusionnèrent en 1942 avec des sionistes socialistes pour créer l'Armée juive.

12. Cf. le témoignage-vidéo de Jacques Lazarus. http://www.akadem.org/sommaire/colloques/des-juifs-dans-la-resistance/lutte-armee-et-maquis-juifs-29-09-2006-6750_4126.php

13. Rappelons que les ordonnances allemandes imposant le recensement des Juifs avant le 20 octobre 1940 furent prises le 27 septembre 1940. Le régime de Vichy leur emboîte allégrement le pas une semaine plus tard, le 3 octobre 1940, en adoptant le premier Statut des Juifs qui les expulse de l'administration, de l'enseignement, du système judiciaire, de l'armée, de la presse et des théâtres. Le Commissariat général aux questions juives est créé en mars 1941. Un quota de 3% est imposé dans les lycées et les universités en juin 1941. L'aryanisation des biens est instaurée le 16 juillet 1941 et aboutit à l'expropriation des Juifs. Les premières grandes rafles ont lieu le 16 et 17 juillet 1942 (les personnes arrêtées sont amenées au Vél(odrome) d'Hiv(er) et le camp de Drancy est ouvert le 20 août 1942.

14. Fondé en 1925 par Vladimir Jabotinsky, ce parti sioniste s'appelait «révisionniste» parce qu'il souhaitait **réviser** le programme de l'Organisation sioniste mondiale, jugé beaucoup trop molle. Le Parti révisionniste, ultranationaliste et anticommuniste, était opposé à la fois à la gauche sioniste marxiste et au centre droit sioniste. Il voulait notamment augmenter le rythme de l'installation des Juifs en Palestine pour créer un rapport de forces plus favorable face aux Arabes ; défendre une politique plus agressive contre les Britanniques qui détenaient un mandat sur la Palestine ; créer un Grand Israël en s'alliant avec les religieux ; et enfin il n'hésita pas à utiliser la violence et le terrorisme contre les civils arabes et contre l'armée britannique. Ce parti compta, pendant de nombreuses années, une tendance explicitement fasciste dont les dirigeants (A. Ahiméir, U.Z. Greenberg et Y. Yevin) venaient d'ailleurs de la gauche travailliste – selon une évolution assez classique depuis Mussolini ! Les idées de Jabotinsky influenceront la naissance en 1948 du Hérout de Menahem Begin puis du Likoud en 1973. Certains historiens

«En juillet 1940, Abraham Polonski et David Knout créent la Main Forte. En août 1941, avec Lucien Lublin, ils créent l'Armée Juive. La direction de l'Armée Juive s'étoffe. Léonard Zupraner, Dika Jefroykin et Alexandre Kowarski, fin 1941-début 1942, rejoignent l'état-major de l'organisation de l'Armée Juive. Il s'agit d'une structure militaire dont le but principal est de résister par les armes (création de maquis) et par les sauvetages des Juifs (faux papiers, planquage, passages de frontières) et d'aider à la fondation d'un État juif en Palestine. Elle prend en charge des filières de passage en Espagne, organise la formation militaire des jeunes engagés (Jacques Lazarus), dans la perspective de créer des maquis (celui du Rec, près de Mazamet, dans le Tarn), en liaison avec l'Armée secrète, et arme des Groupes francs pour des actions immédiates (ainsi à Nice où des dénonciateurs de Juifs sont abattus). Structurée à partir de grandes villes (Toulouse, Lyon, Grenoble, Nice, Paris), elle est en passe de s'intégrer au Mouvement de Libération nationale (MLN), créé fin 1943, quand sa section parisienne est démantelée par l'action d'un agent de l'Abwehr [...]. Depuis le 1^{er} juin 1944, l'Armée juive s'est transformée en OJC (Organisation juive de combat) et devient une unité des FFI (Forces françaises de l'intérieur)¹⁵.»

En 1943, ils organisent un maquis indépendant, tandis que les Éclaireurs israélites en créent un autre aussi dans le Tarn¹⁶. L'OSE (Œuvre de secours aux enfants) fat passer des enfants juifs à l'étranger ou les cacha en France (entre 5 à 7000). L'essentiel des enfants juifs (60 000) furent protégés par des initiatives individuelles ou collectives (catholiques ou protestantes) prises par des Français non juifs.

L'antisémitisme d'État, les Statuts des Juifs d'octobre 1940 et de juin 1941, les arrestations massives de Juifs (75 721 en tout), puis la déportation de Juifs français ou étrangers ne sont nullement au centre des préoccupations des organisations de la Résistance, gaullistes ou communistes ou même d'extrême gauche.

Très peu de gens prennent vraiment conscience, de l'ampleur du judéocide ; il y a sans doute eu une forme de déni collectif d'une réalité insoutenable ; d'autre part, les nazis déployèrent tous leurs efforts pour effacer les traces de leurs massacres, tout en y faisant participer indirectement aussi leurs victimes, selon une logique particulièrement sadique, et menèrent une campagne massive de propagande visant à déshumaniser totalement leurs cibles (malades mentaux, tsiganes, Juifs, etc.) et à diaboliser leurs adversaires politiques (socialistes, communistes, syndicalistes, anarchistes, etc.).

La presse clandestine du PCF (à l'exception des tracts ou journaux en yiddish et en français, mais seulement destinés aux juifs, et à part la propagande visant les milieux universitaires avant 1942) souligne très peu la dimension **raciale et raciste** des persécutions vichystes et nazies, et encore moins le judéocide systématique qui commence en 1942 à l'échelle de toute l'Europe. (Notons que les résistants communistes juifs qui ont survécu sont en désaccord avec cette

tendent de réhabiliter Jabotinsky, mais ils ne sont pas plus convaincants que ceux qui tentent de réhabiliter le colonel de la Rocque en le présentant comme un «républicain» qui n'avait rien contre les Juifs, même s'il soutint les lois antisémites de Vichy !

15. <http://www.cercleshoah.org/spip.php?article156>.

16. <http://www.akadem.org/medias/documents/-Les-maquis-juifs-du-Tarn.pdf>

affirmation des historiens.) Quant à Radio Londres, ses programmes sont très discrets sur ce que l'on appellera plus tard «l'Holocauste».

«Ni la Résistance communiste juive, ni la Résistance communiste dans son ensemble, ni la Résistance gaulliste» ne se sont «à un moment ou un autre, fixé pour objectif d'empêcher les départs et la circulation des convois de déportés "raciaux" [...]. Mais rien n'a été fait de manière systématique qui puisse libérer et sauver le bétail humain des wagons plombés¹⁷. [...] Il reste que, du 27 mars 1942 au 11 août 1944, 85 convois ont été acheminés de France, transportant 75 000 êtres humains et ce sans incident de parcours» (A. Kriegel, 1984).

Comme l'écrivent Michael Marrus et Robert Paxton «le programme antijuif de Vichy suscitait l'indifférence de la grande majorité, l'approbation d'un nombre croissant de personnes, les hésitations de certains et l'opposition déclarée de quelques-uns» (Vichy et les juifs, Calmann-Lévy, 1981).

La propagande communiste, lorsqu'elle parle, après 1942 de «l'extermination» des Juifs la présente toujours comme le prélude à l'extermination (!) des Français, dans une logique nationaliste qui ne variera jamais durant toute la guerre.

Ainsi, en mai 1941, dans un tract au titre prometteur – «Brisons l'arme de l'antisémitisme, unissons-nous» –, mais au contenu lamentable, le PCF déplore le fait que des «jeunes chômeurs, pourtant aryens (sic !) dans leur grande majorité» soient envoyés travailler en Allemagne et que les députés communistes soient «déportés dans les sables brûlants du Sud algérien, coupables d'avoir réclamé, dès le début d'octobre 1939, la convocation du Parlement pour y discuter la conclusion immédiate d'une paix juste et populaire» (sic !). Et le tract se termine par une logorrhée social-chauvine de la pire espèce : «Vive l'union de tous les Français qui pensent français [sic !] et veulent agir pour la libération et l'indépendance de la France !»

R. Poznanski (2008) se demande pourquoi, à part *Témoignage chrétien*, **toutes** les publications de la Résistance intérieure et extérieure (y compris à Londres donc) négligent le judéocide. Après avoir longuement étudié la presse clandestine, elle avance quatre explications complémentaires:

– l'antisémitisme est tellement prégnant¹⁸ en France, au début de la guerre, que les résistants (juifs et non juifs) ne veulent pas prendre la population à rebrousse-poil. L'idée que le conflit mondial a éclaté «à cause des Juifs» est très répandue et les Français considèrent majoritairement les Juifs comme des étrangers. De plus, lorsque commence «l'aryanisation» des entreprises, «la dépossession des petits boutiquiers ne suscite guère de réaction dans le public, a fortiori la confiscation des grandes fortunes israélites» (B. Philippe, 1997).

17. Selon Adam Rayski (RIJHOC, 1985), la Résistance ne disposait pas des forces nécessaires pour mener à bien ce type d'actions.

18. En témoigne **indirectement** le fait que, dans les dossiers administratifs des fonctionnaires, y compris les plus haut placés, jusqu'en 1939 on mentionne «leur qualité de "juif", d'"israélite" ou encore de "libre penseur d'origine israélite", comme si, paradoxalement, longtemps après la séparation de l'Église et de l'État, la République devait sans cesse garder présent à l'esprit ce particularisme de certains de ses propres fonctionnaires pour mettre en œuvre la gestion de leur carrière» (P. Birnbaum, 1990).

Enfin, face à la tâche difficile de diffuser rapidement un antisémitisme à base idéologique, les nazis préférèrent se concentrer sur les avantages économiques supposés que rapporterait aux Français l'arrestation de dizaines de milliers de Juifs. Comme l'explique Helmut Knochen, chef de la Police de sûreté («Sipo») et du Service de sûreté («SD») pour la France et la Belgique, de 1942 à 1944, *«l'internement de près de cent mille juifs étrangers habitant Paris donnerait à de nombreux Français l'occasion de se hisser des couches inférieures aux classes moyennes»* ;

– cet antisémitisme imprègne une partie de la Résistance, y compris l'entourage du général de Gaulle et les chefs des différents mouvements clandestins. Leclerc demande même aux volontaires juifs qui veulent le rejoindre de prendre des noms «français» ! Le sort des Juifs n'est absolument pas une priorité pour eux¹⁹. Ils pensent que les «israélites» ont une responsabilité dans le déclenchement de la guerre, qu'ils jouissent de trop de pouvoir économique et politique en France et dans le monde, qu'ils font concurrence aux Français dans de nombreuses professions (médecins, avocats, artisans, etc.), que de toute façon il y a trop d'étrangers dans l'Hexagone, etc. ;

– la propagande de la Résistance – les rares fois où elle évoque le sort spécifique des Juifs – met donc l'accent sur l'aspect uniquement **humanitaire** (enfants séparés de leurs mères, femmes maltraitées, vieillards sans défense face aux soldats allemands) et **pas sur l'extermination raciale** en préparation puis en cours (ainsi, la presse clandestine **non juive** n'explique jamais ce que signifie l'expression «wagon plombé» : l'accumulation de cadavres au milieu des déportés encore vivants) ;

– enfin, *«le silence des Juifs – fussent-ils israélites – s'appuyait sur la conviction qu'il fallait parer à l'essentiel et que la victoire sur le fascisme mettrait fin aux persécutions – en quoi ils n'avaient pas tort»* ; *«un Français juif devait donc prendre des précautions et préciser qu'il s'exprimait en tant que Français, au nom des intérêts de la France, et à l'exclusion de toute autre considération»* (R. Poznanski, 2008).

Les organisations juives sont divisées sur la stratégie à suivre : grosso modo, les sionistes et les bundistes se concentrent sur l'aide humanitaire, les «secours médicaux», «les cantines populaires, «les consultations gratuites parfois même à domicile, la distribution de médicaments, l'organisation d'un vestiaire» (*idem*), l'exfiltration des enfants, la protection et le sauvetage du maximum de Juifs. Ils cherchent donc des alliés, notamment parmi les catholiques et les protestants, sur le terrain humanitaire. Ils sont prêts à enfreindre la loi mais pas à s'engager tout de suite dans une lutte armée et des attentats. Au fil des années, cependant, **sionistes et bundistes s'engageront eux aussi dans la lutte armée, soit individuellement soit collectivement.**

19. C'est d'ailleurs ce qui ressort du livre de Simon Epstein (2008). Son objectif est de prouver que beaucoup de gens de droite et d'extrême droite, ex-antisémites militants, participèrent à la Résistance. Sa démonstration est convaincante **mais il évite de se demander jusqu'à quel point ils avaient vraiment abandonné leurs préjugés judéophobes**, ce qui est tout de même étonnant pour un historien scrupuleux.

*** Comment sionistes,
bundistes et Éclaireurs israélites de France
luttèrent contre les nazis en France**

Contrairement à la propagande «antisioniste» mensongère qui tente d'amalgamer tous les sionistes des années 1930 et 1940 aux nazis allemands ou aux fascistes italiens (y compris dans un opuscule de Dominique Vidal²⁰), les sionistes luttèrent activement contre les nazis en France.

Les organisations concernées sont «*la Main forte et l'Armée juive (dont les militants constitueront l'ossature de l'Organisation juive de combat, [l'OJC], le Poale Sion et le Hashomer Hatzair dont une grande partie des militants rejoindront en mai 1942 les rangs du Mouvement de la jeunesse sioniste [le MJS]*» (Anne Grynberg, in RHICOJ, 1985).

Ces militants sionistes s'allieront avec d'autres forces juives comme les bundistes et les Éclaireurs israélites de France, les EIF créés en 1923 par Robert Gamzon, futur résistant, et dont la Charte de 1932 défend «*une conception du judaïsme comprenant à la fois l'idéal religieux et l'idéal sioniste*».

*** LES ÉCLAIREURS ISRAËLITES DE FRANCE**

Les positions des Éclaireurs israélites de France vont considérablement évoluer durant la guerre. Derrière une façade légaliste, ils développent une activité clandestine en faveur des Juifs, notamment dans les camps de la zone Sud, ils collaborent avec le réseau clandestin de l'OSE, et certains éléments des EIF intègrent l'Armée juive et donc la lutte armée, tout comme certains membres du Poale Sion.

Comme l'explique Alexandre Derczansky (in RHICOJ, 1985), «*Les Éclaireurs israélites de France ont développé un mouvement original qui n'a existé nulle part ailleurs. La coopération de gens extrêmement différents, Français et immigrés, religieux et non religieux, sionistes et non sionistes, la recherche de formes de lutte nouvelles et diverses, qui ne soient pas nécessairement calquées sur la Résistance française, montrent qu'ils avaient compris un point fondamental : la dimension politique du fait juif.*»

Sous l'Occupation «*ils ont organisé des fermes-écoles, comme celle de Blémont, où ils ont accueilli des jeunes et développé parmi eux un mouvement éducatif et une véritable Résistance morale [...]. A Blémont, on lisait beaucoup, on étudiait, on discutait du problème juif, du sionisme, etc. [...] Résister c'est combattre, évidemment, mais c'est aussi et peut-être surtout, survivre. Survivre pour s'intégrer à la France de la Libération, pour lutter pour la victoire du communisme ou pour la création d'un État juif.*»

A Paris, **La Sixième**, organisation clandestine de sauvetage créée par les Éclaireurs israélites de France en 1942 quand ils s'aperçoivent que les 200 enfants et jeunes qu'ils ont regroupés

20. *Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron*, Libertalia, 2017. Vidal fait partie de ces gens qui croient que le projet de la Solution finale aurait germé dans la tête de Hitler et des nazis seulement en 1942... Cf. Yves Coleman, «Judéocide : Les "historiens critiques" du Monde diplomatique croient à la fable de la "solution territoriale"» (<https://nfnf.eu/spip.php?article1058>).

dans des maisons en Zone libre risquent d'être arrêtés, est constituée en 1943 : les agents de son «service de détection» «circulent dans les quartiers à forte démographie juive, établissent des contacts avec les familles ou les individus» puis, pour des raisons de clandestinité, un service différent «s'occupe de la prise en charge. Cette équipe fonctionne de manière double, à la fois officiellement (assistantes sociales) et clandestinement (service d'accompagnement qui surveille le départ des nouveaux clandestins vers leurs points de chute : famille d'accueil, couvents, fermes, etc.)» ; un «troisième service est chargé des faux papiers» et son «laboratoire passe bientôt de l'état artisanal au stade industriel» (Freddy Menahem, in RHICOJ, 1985)

* De la Main forte à l'Armée juive

Qu'est-ce qui unissait ces jeunes hommes et ces jeunes femmes aux sensibilités si diverses qu'ils soient aux EIF, dans l'Armée juive ou même dans les FTP-MOI ? Leur judéité, même si elle prenait pour chaque organisation un sens différent, qu'il soit religieux, culturel, et/ou national (au sens d'appartenance au peuple juif²¹).

Comme l'explique Jacques Lazarus (in RHICOJ, 1985), «Notre but n'était nullement d'entretenir une sorte de séparatisme [...]. Mais, traqués en tant que Juifs, nous voulions montrer à l'ennemi que c'était aussi en tant que Juifs que nous combattons. Évidemment, le fait d'avoir été un résistant juif "intégral" ne signifie pas que l'on a jeté aux orties, définitivement, sa qualité de Français ; mais je dois dire que je n'éprouvais plus de réel enthousiasme à l'égard de la France qui m'avait exclu, et que ma qualité de Juif l'emportait alors sur ma qualité de Français. [...] dans nos maquis, nous hissions le drapeau bleu-blanc aux côtés du drapeau français et nos camarades du peloton Trumpeldor portait des épaulettes bleu blanc, aux couleurs juives²².»

Selon A. Grynberg (1985), la plupart des membres de l'Armée juive ne sont pas des Français comme Jacques Lazarus, mais des immigrés, sauf parmi les EIF, et ils étaient déjà organisés avant la guerre. Ils sont surtout actifs à «Paris et dans la région parisienne, dans le Sud-Ouest, autour de Toulouse notamment, dans la région Rhône-Alpes, autour de Lyon et de Grenoble et dans la région de Nice» (jusqu'en septembre 1943 pour cette dernière ville).

21. Signalons que, dans la propagande communiste en yiddish, et même quelquefois en français comme dans la citation ci-après, il est explicitement fait référence au **peuple juif** : «La question même de l'existence du peuple juif est aujourd'hui posée dans toute son ampleur ; il s'agit de la vie ou de la mort de notre peuple ! [...] Dans le chemin millénaire de la diaspora qui passe par les temps romains, le Moyen Age et le tsarisme, le peuple juif n'a jamais connu une catastrophe semblable. Il n'a jamais été aussi menacé de disparition qu'aujourd'hui.»

Comment, après cela, prendre au sérieux les «antisionistes» comme Dominique Vida (qui était membre du PCF jusqu'en 1987 et soutient aujourd'hui Fabien Roussel !) pour qui le peuple juif aurait disparu depuis... l'Antiquité ! Apparemment, ce peuple existait encore durant la Seconde Guerre mondiale, du moins pour le mouvement communiste international et pour l'URSS, État qui incita des intellectuels juifs soviétiques à lancer un appel aux Juifs du monde entier et fit même sortir de prison deux dirigeants du Bund en septembre 1941... pour les exécuter en décembre de la même année.

22. On imagine aisément l'horreur qu'éprouverait aujourd'hui l'«antifa» moyen, «antisioniste» à la sauce gauchiste, en découvrant que les Juifs résistants portaient les couleurs du futur drapeau israélien pour combattre les nazis et les collabos français !

«Le Poale Sion et le Hashomer Hatzair, mouvements sionistes de gauche, se lancent très tôt dans la Résistance. [...] Ils développent une action d'entraide et de sauvetage, dans le cadre du dispensaire La mère et l'enfant, situé rue Amelot à Paris.» A Paris, ces mouvements seront décimés par les arrestations et déportations en 1942 et 1943.

«La Main forte, fondée à Toulouse en juillet 1940, rassemble dans ses "Forteresses" des militants sionistes d'obédiences diverses : des sympathisants du courant révisionniste²³ [...] et des hommes proches des mouvements sionistes de gauche [...]. Leur but : s'organiser pour sauver le plus grand nombre de Juifs possible afin de poursuivre la lutte, après la défaite nazie, pour l'établissement d'un État juif en Palestine. La Main forte développe, dans un premier temps, des activités d'assistance, notamment auprès des internés des camps du sud de la France [...].»

Son rôle est notamment de chercher des «refuges pour les plus menacés, aider les plus démunis ; encourager et faciliter les départs clandestins – nous avons organisé une filière pour atteindre l'Espagne ; reconforter les croyants en leur permettant de célébrer un culte minimal ; enfin éditer des cours d'histoire juive ainsi qu'un journal» (Saïa Voldman in RHICOJ, 1985). Les fonds venaient du président de la Fédération des sociétés juives de France, qui recevait l'argent des Juifs américains collecté par le Joint, c'est-à-dire l'American Jewish Distribution Joint Committee.

Selon A. Grynberg (1985), la Main forte «collabore avec l'OSE [l'Œuvre de secours aux enfants²⁴] pour le sauvetage des enfants juifs. [...] Elle développe aussi un service de fabrication de faux papiers [...]. Dès octobre 1940, les dirigeants de la Main forte décident de développer la Résistance armée [...] ce sera la création de l'Armée juive. C'est ainsi que s'uniront des militants sionistes de tendances diverses ainsi que de jeunes Juifs qui ne se définissent pas toujours comme sionistes, mais qui sont déterminés à lutter contre le nazisme, les armes à la main. Toutefois, l'orientation générale de l'Armée juive demeure foncièrement sioniste : au mois de décembre 1943, un accord sera ratifié aux termes duquel l'Armée juive reconnaît l'autorité de l'Organisation sioniste, représentée par l'Agence juive pour la Palestine»

Le 10 mai 1942 est créé le Mouvement de la jeunesse sioniste, MJS, pour unir les différentes tendances. Il organise «des actions de "planquage", de sauvetage et de fabrication de faux papiers [...] Parmi ces jeunes militants sionistes un certain nombre voudront rejoindre les rangs de la Résistance armée et entreront en relations avec l'Armée juive.»

Selon l'historien Alain Michel (in RHICOJ, 1985), les effectifs de la Résistance juive armée mobilisèrent au minimum 400 personnes dont il a pu reconstituer l'itinéraire et les actions : constitution de maquis, embuscades sur les grandes voies de communication, attentats contre des collaborateurs nazis ou contre leurs biens, reprise du camp de Drancy encore surveillé par les gardes mobiles à la Libération, combats devant la préfecture de police en 1944, etc.

23. Rappelons que les «révisionnistes» de Jabotinski sont un courant sioniste **d'extrême droite** dont le Likoud de Benyamin Netanyahou est l'héritier politique.

24. Association créée en 1912, surtout par des médecins, en Russie. Elle porta tout d'abord le nom de Société pour la protection sanitaire de la population juive. Elle s'étendit en Angleterre, en France, en Europe de l'Est et aux Etats-Unis. Elle sauva plus de 5 000 enfants sous l'Occupation et prit deux mille orphelins en charge à la Libération.

Ces quelques brèves informations²⁵, qui concernent seulement la France (nous aurions pu citer bien d'autres pays d'Europe), **suffisent à démasquer les mensonges et les falsifications sur la prétendue collaboration entre les sionistes et les nazis**, mensonges si souvent propagés dans les rangs staliniens, trotskistes, anarchistes et tiers-mondistes qui se disent aujourd'hui «antisionistes».

Les staliniens, quant à eux, s'ils dénoncent les lois antijuives et les persécutions dans leurs publications destinées aux Juifs (en yiddish et en français) ou visant seulement les milieux enseignants comme *L'Université libre* jusqu'en 1942, ont une autre priorité : créer l'union nationale de toutes les classes sociales contre «les Boches» et dénoncer l'UGIF, «une agence évidente de la Gestapo» qui aide à «réaliser les plans diaboliques des nazis». Par souci de respectabilité patriotique, le PCF va jusqu'à franciser les prénoms des communistes exécutés : **Szmul** Thyszelman devient ainsi **Simon**. Leur objectif est de faire croire, dans leurs tracts et journaux, que le «peuple français» est massivement résistant et solidaire des Juifs, sans insister sur les persécutions spécifiques qui les visent et sans évoquer le judéocide. Comme l'explique un document du PCF : «*Pour l'honneur de la France, nous pouvons affirmer que ce n'est pas un Emile Zola qui se dresse actuellement contre la barbarie antisémite, mais 40 millions de Français*» (sic !).

On cite souvent l'exemple de Guy Moquet, fusillé en 1941 à Châteaubriant, mais **on oublie** que, lorsqu'il fut arrêté, il portait des tracts expliquant que de Gaulle était le fruit de la «*City judaïsante de Londres*». **On ignore** que les chefs clandestins du PCF, sous l'Occupation allemande, demandèrent à François Billoux et aux 26 autres députés communistes emprisonnés, d'écrire à Pétain et au président de la cour suprême de Riom pour offrir de témoigner **contre** Léon Blum en décembre 1940 !

On oublie que, dans *L'Humanité* du 3 octobre 1940, le PCF pouvait écrire : «*Des biens appartenant à M. Maurice de Rothschild ont été confisqués. Très bien. Mais exproprier un capitaliste parce qu'il est juif et laisser les autres ne résout rien. Il faut exproprier les de Wendel, les Schneider, les Renault, les Lehideux et autres Baudoin. Ceux qui s'opposent à ces mesures soit au moyen de l'antisémitisme, soit sous d'autres prétextes ne sont que des chiens de garde du capital.*»

De même, *Unzer Wort*, le journal stalinien clandestin en yiddish, regrettait en septembre 1940 que «*Tout le monde spéculé actuellement, même les Juifs, et cela est très malheureux*» ! Et, dans un tract distribué en mai 1941, le PCF ne pouvait se retenir de dénoncer le fait que «*les juifs riches continuent à toucher leurs coupons de rentes et leurs profits par l'entremise d'hommes de paille sur lesquels les capitalistes aryens ferment complaisamment les yeux*».

Comme on le voit, que ce soit à propos du procès du régime de Vichy contre Blum, de l'expropriation des capitalistes juifs, ou de l'atmosphère de débrouille individuelle qui affectait

25. Pour plus de détails, on pourra lire notamment *Les anciens de la Résistance Juive, Organisation juive de combat : Résistance-sauvetage, France 1940-1945*, Autrement, 2^e édition, 2008 ; Raphaël Delpard, *L'armée juive clandestine en France : 1940-1945*, Page après page, 2002.

toute la population, les militants du PCF ne comprenaient rien aux mécanismes de l'antisémitisme.

Comme les autres tendances de la Résistance française, le PCF misait tout sur l'union nationale, le patriotisme, la récupération des symboles type saint Louis ou Jeanne d'Arc. Dans un tel schéma, il n'y avait aucune place pour la dénonciation systématique de l'antisémitisme et de l'entreprise d'extermination spécifique entreprise contre les Juifs.

Les rares fois où le PCF dénonça l'antisémitisme sous l'Occupation, ce fut de façon instrumentale : *«naguère obstacle à l'unité de la classe ouvrière, [l'antisémitisme] est maintenant obstacle à l'union de la nation. Mais toujours obstacle, instrument de diversion, de division : on est bien loin de la réalité, qui est persécution et bientôt extermination de tout un peuple»* (A. Kriegel, 1984).

Du côté des RKD, groupe marxiste révolutionnaire dissident très courageux et composé de Juifs autrichiens et allemands venant du mouvement trotskiste, l'aveuglement politique était tout aussi complet quant à l'ampleur et à la signification du judéocide. Dans leur «Appel aux ouvriers juifs²⁶» de **mars 1943**, ils n'hésitaient pas à dénoncer *«ces capitalistes juifs qui, ensemble avec les capitalistes anglo-américains ou allemands, profitent bien de la guerre (comme ils ont bien profité de la première) alors que des millions de prolétaires juifs crèvent de faim»* et à dénoncer les *«sionistes, ces racistes juifs»*, alors que les nazis ne faisaient aucune différence entre ouvriers, patrons, sionistes et antisionistes dans leur entreprise d'extermination.

Cette **cécité quant à la réalité et à la signification du judéocide** était largement partagée et le restera pendant de longues années. Et cela est lié à la volonté d'utiliser la lutte de classe comme unique modèle d'explication de tous les phénomènes historiques, y compris le judéocide. Selon A. Kriegel (1984) : *«Il est en effet incontestable que le fossé qui, avant la seconde guerre mondiale, séparait la petite et la grande bourgeoisie juives de vieil enracinement français du petit peuple des immigrés juifs n'a pas été sans conséquences dramatiques pour les uns et pour les autres à l'heure de la persécution commune [...]. Mais de là à mettre la lutte des classes au centre du malheur juif, il y a une marge.»*

Quant à *«la Quatrième Internationale, qui ne cessait de produire des textes de discussion entre les différents partis²⁷ du monde, dans l'ensemble de ses documents, [elle] n'employa le mot "Juif" qu'une seule fois en six ans»*, affirme Laurent Schwartz dans ses Mémoires. Comme le remarque R. Poznanski (2008), Schwartz n'explique pas ce silence, même s'il le regrette, mais cette remarque prouve que ce choix politique ne relevait pas d'une prétendue ignorance du judéocide, mais d'une décision mûrement réfléchie de ne pas en faire un axe de propagande essentiel contre le nazisme. Or, *«si l'ignorance n'explique rien, les priorités expliquent tout»* (R. Poznanski, 2008).

Pour terminer sur une note moins négative, il faut souligner que *La Vérité*, l'une des publications trotskistes clandestines, *«semble avoir été le seul journal résistant à relever la promulgation par Vichy du Statut des Juifs (1^{er} novembre 1940, n° 5). Elle semble aussi avoir été la seule à fournir des informations sur le camp d'Auschwitz en les centrant, non sur les*

26. Cf. *«Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme, NPNF, 2008.*

27. Le mot «partis» peut induire en erreur : il désigne ici les minuscules sections de la Quatrième Internationale à travers le monde.

déportés politiques, mais sur ce qui arrivait aux juifs comme juifs (n° 44-45 du 20 mai 1943)»
(A. Kriegel, 1984).

* L'UGIF : COLLABO OU «ZONE GRISE» ?

L'Occupation allemande et le régime pronazi de Vichy causeront la mort de 73 021 Juifs. Elles provoqueront aussi des polémiques très violentes, mais pas tout de suite après la Libération. En 1944/1945, l'objectif du CRIF, créé sous la Résistance, était d'unir toutes les tendances au sein d'un même organisme dans le cadre de l'union nationale mais aussi de soutenir les revendications de l'Agence juive en Palestine ainsi que la liberté d'émigration et d'établissement en Palestine – ce qu'ignorent les «antisionistes» actuels qui ne connaissent pas (ou dissimulent délibérément) les positions du PCF sur cette question.

Mais les attitudes des dirigeants de l'UGIF (y compris de ceux qui périrent à Auschwitz avec femmes et enfants) firent l'objet de débats extrêmement virulents, notamment à partir de la parution du livre de Maurice Rajfus, *Des Juifs dans la collaboration, L'UGIF (1941-1944)*²⁸, mais aussi dans le milieu des historiens. On trouvera dans un article de Michel Laffitte²⁹, «L'UGIF, collaboration ou résistance ?³⁰» un résumé du contenu de ses débats qui voient s'affronter les partisans de deux interprétations radicalement opposées :

– ceux qui défendent une lecture classiste et/ou institutionnelle : selon eux, la plupart des notables juifs, mus à la fois par des réflexes de classe et par la xénophobie contre les juifs étrangers, ont collaboré ; ils ont agi comme les *Judenräte* dans le reste de l'Europe occupée et ont donc été complices des déportations et du judéocide. Les sièges de l'UGIF et ses locaux officiels (maisons d'enfants, structures pour convalescents, centres d'apprentissage, etc.) ont servi de souricières ; quant aux fichiers de l'UGIF, ils ont permis de retrouver de nombreux Juifs qui n'avaient pas encore été arrêtés ou ne s'étaient pas présentés aux convocations de la police française ou des Allemands ;

28. Paru aux Editions de documentation internationale et disponible en ligne (<https://explicithistoire.files.wordpress.com/2014/06/maurice-rajsfus-des-juifs-dans-la-collaboration.pdf>).

29. Sur la question de l'UGIF et plus largement des *Judenräte* en Europe, Michel Laffitte évoque les ouvrages suivants, non traduits en français : Cynthia Haft, *The Bargain and the Bridle, the General Union of the Israelites of France, 1941-1944*, Chicago Dialog Press, 1983 ; Vicki Caron, *The UGIF : the failure of the Nazis to establish a Judenrat on the Eastern European Model*, Columbia University, 1977 ; Richard Cohen, *The Burden of Conscience, French Jews' Response to the Holocaust*, Indiana University Press, 1987 ; Isaiah Trunk, *The Judenrat. The Jewish Councils in Eastern Europe under Nazi Occupation*, MacMillan, 1972.

Rappelons que Faurisson, Papon et tous les négationnistes font grand usage de cette prétendue «collaboration» des Juifs à leur propre extermination. Nous sommes donc sur un terrain très glissant, surtout quand ce sont des militants d'extrême gauche qui avancent ce type d'arguments... mus, paraît-il, par leur sympathie pour les Palestiniens.

30. *Revue d'Histoire de la Shoah* 2006/2, n° 185.

– d’autres historiens considèrent que la situation en France a été plus complexe, suivant les années (1941 n’est pas 1944), les personnes³¹ et les zones concernées (la zone Sud avant d’être occupée ne fonctionnait pas comme la zone Nord). A certaines périodes, et dans certains endroits, l’UGIF a réduit les effets de la persécution. En organisant des cantines, par exemple, elle a sauvé de la faim des milliers de Juifs. Elle a réussi à protéger des Juifs étrangers (en fournissant des faux papiers, des emplois au sein même de l’UGIF, des fausses adresses aux Allemands) et sauvé des milliers d’enfants en soutenant des activités clandestines... tout en discutant avec Vichy et les nazis. Jamais l’UGIF n’a fourni de listes aux Allemands³² puisque celles-ci avaient été établies par la police française... et que les organisations juives, y compris les organisations staliniennes, ne s’étaient pas opposé à ce recensement.

Quoi qu’il en soit, quand on lit les livres de Jacques Adler ou de Michel Laffitte sur l’UGIF, ou ceux sur les résistants staliniens de Maurice Rajfus et d’A. Wieworka, de gauche mais d’orientation politique sensiblement différente, on peut au moins affirmer que :

– une partie des notables juifs qui géraient l’UGIF étaient très proches politiquement de Pétain et de Laval et ont joué à fond sur leurs liens personnels avec le pouvoir ; jusqu’au bout ils ont cru que Vichy pourrait protéger les Juifs français quitte à sacrifier les communistes et les Juifs étrangers ; jusqu’au bout, ils ont essayé de jouer sur les rivalités entre Vichy et les nazis, voire entre les préfets et les autorités allemandes, démarches qui ne pouvaient réussir ;

– ils se sont fait rouler dans la farine à la fois par Xavier Vallat (du Commissariat aux questions juives) et par le nazi Dannecker, appâtés par des promesses de protection mensongères à l’égard des Juifs français ; soumis au chantage constant et aux menaces des Allemands ; et aveuglés par leur légalisme qui les conduisit à tout miser sur des arguments juridiques face à Vichy et aux nazis ;

– leur respect de Vichy et de l’État français les a amenés à désarmer politiquement les Français juifs pour ne même pas parler des Juifs étrangers. Certains dirigeants de l’UGIF souhaitaient le départ de leurs «coreligionnaires» étrangers vers des colonies de l’empire français. Et ils n’imaginaient pas, en confectionnant des colis pour les déportés, que les nazis les envoyaient à une mort certaine. Leur cécité républicaine et légaliste les amena même à refuser d’alerter les Juifs de France contre les rafles dont ils avaient connaissance... par peur des représailles ou pour préserver leurs organisations de «bienfaisance».

S’il est facile désormais de dénoncer le rôle collaborationniste des dirigeants de l’UGIF et de se demander pourquoi ils n’ont pas compris (ou pas voulu comprendre) l’ampleur de la catastrophe à venir, il est beaucoup moins évident de savoir ce qu’il aurait fallu faire, ou ce qu’il faudrait faire dans une situation similaire qui verrait une persécution étatique violente se mettre en place contre une minorité.

31. M. Laffite rappelle qu’un certain de notables responsables ou cadres de l’UGIF, loin d’être indifférents au sort des juifs étrangers, militaient déjà au début des années 1930 dans des organisations de bienfaisance, des œuvres caritatives pour les aider sinon à trouver du travail, du moins à ne pas être réduits à la mendicité.

32. Mais, lorsque les nazis débarquaient dans des locaux de l’UGIF, ils pouvaient parfaitement saisir ces fichiers contenant des renseignements précieux. Raison pour laquelle plusieurs fois la Résistance juive envahit les locaux de l’UGIF pour détruire ces documents.

Les staliniens juifs choisirent la voie du sabotage et de la lutte armée, ultra-minoritaires. Ce choix occasionna de terribles pertes dans leurs rangs (presque tous les communistes juifs étrangers militant à Paris furent arrêtés, fusillés ou déportés puis assassinés dans les camps) et eut pour conséquence la liquidation de nombreux otages (juifs ou pas) emprisonnés par les Allemands. De toute façon, la Résistance communiste joua un rôle secondaire dans le renversement de Vichy et la défaite des armées allemandes, contrairement à la légende.

Sans illusions sur Vichy et l'UGIF, les bundistes et les sionistes choisirent progressivement de prendre le chemin de l'illégalité et de la clandestinité (ou de l'exil) ; plutôt que de lutter avec des armes, la plupart d'entre eux donnèrent la priorité à l'aide humanitaire et à la protection des enfants, en s'alliant avec les Églises chrétiennes et en organisant des filières d'évasion vers d'autres pays. La clé de la situation politique reposait en fait entre les mains de la population française. Or celle-ci ne résista pas beaucoup contre Vichy et contre l'Occupation allemande (quelle que soit la légende propagée par les gaullistes et les staliniens), et elle ne se sentit guère solidaire des Juifs, français ou étrangers.

Si une telle situation devait se reproduire, on peut au moins retenir une leçon : en France, ou ailleurs, il ne faut jamais faire confiance aux hauts cadres de l'État, de la police ou de l'armée (aussi démocrates et républicains se proclament-ils) pour protéger une minorité ethnique, religieuse ou nationale, dans une période de crise sociale profonde. Si cette minorité ne s'organise pas, y compris illégalement ; si elle ne dispose pas de planques, de faux papiers et de sommes d'argent suffisantes ; si elle ne se procure pas des armes, elle ne pourra qu'être victime des décisions de l'État – ce que l'on observe aujourd'hui avec les Yezidis en Irak ou les Rohingas en Birmanie l'illustre de façon sinistre. Il serait illusoire de croire que ce type de situation ne pourra jamais survenir dans les pays occidentaux dits démocratiques.

Mais il est aussi vain, voire carrément indécent, de distribuer des bons et des mauvais points aux protagonistes de ces années-là, soixante-dix ans plus tard. Nul ne peut affirmer avec certitude quelle serait son attitude personnelle demain, dans des circonstances similaires. Il faut donc faire preuve de modestie quand on critique les acteurs de cette période et qu'on n'a soi-même jamais fait preuve d'un courage particulier.

*** JUIFS ET MAGHREBINS**

La question coloniale est vitale pour la Résistance gaulliste qui veut à la fois conserver l'Empire et obtenir le soutien des colonisés puisque la «reconquête de la France» commencera justement par l'Afrique et l'Afrique du Nord. Dans ce cadre, *«la loi de mars 1944 ouvre toutes les positions civiles et militaires aux musulmans, accorde le droit aux hommes musulmans de voter dans un collège électoral élargi, met fin au Code de l'indigénat tant détesté et accorde à 60 000 musulmans la citoyenneté française tout en leur permettant de garder leur statut personnel»* (E.B. Katz, 2017). Mais ces mesures, *«face à l'essor des mouvements anticoloniaux qui commencent à balayer le monde»* (idem), apparaissent bien trop timides.

De son côté, Vichy tentera d'appliquer ses lois antisémites non seulement en Algérie, mais aussi dans ses protectorats du Maroc et de la Tunisie. Rappelons que l'Algérie n'était pas occupée par l'Allemagne et que le régime de Vichy lui-même insista donc pour y appliquer le statut des Juifs et abroger le décret Crémieux. En conséquence, les fonctionnaires furent chassés

de l'administration ; les commerçants durent arrêter leurs activités ; un quota fut fixé pour les professions libérales (médecins, avocats, architectes, dentistes, sages femmes, etc.) ; une grande partie des élèves et des étudiants furent expulsés des écoles et universités ; les Juifs ne purent plus travailler dans la presse, la banque, le cinéma, le théâtre, les débits de boisson, etc. Et on les jeta dans des camps de travail (plus de quinze dans le sud de l'Algérie) ou des camps d'internement. Face à ces mesures discriminatoires les Juifs s'organisèrent légalement (création d'écoles privées pour les enfants et adolescents ; aide matérielle aux familles) et illégalement. La résistance armée des Européens en Algérie était essentiellement composée de Juifs puisque, parmi ceux qui délivrèrent Alger le 8 novembre 1942, 315 sur 377 étaient juifs. Cela n'empêcha les Américains de laisser le pouvoir aux officiers pétainistes dirigés par Giraud qui arrêtèrent les résistants juifs et les envoyèrent en prison. De Gaulle arriva à Alger le 30 mai 1943 mais les mesures antijuives ne furent définitivement supprimées que **cinq mois** plus tard, le 20 octobre 1943.

En 1942, les Allemands envahirent **la Tunisie**, emprisonnant des personnalités juives pour qu'elles servent d'otages. Ils créent une dizaine de camps de travail dans lesquels ils enferment des milliers de personnes, surtout des Juifs.

Au **Maroc**, la situation est complexe car Pétain souhaite laisser une certaine latitude au roi Mohammed V, qui tient à la définition religieuse des Juifs en tant que *dhimmi*, parce qu'elle est liée à son pouvoir politique et religieux. Or cette définition ne colle pas avec l'orientation raciale vichyste et ses conséquences : aryansisation, exclusions professionnelle et scolaire des Juifs, perturbations considérables dans le commerce et l'artisanat, croissance du chômage, risques de troubles sociaux, etc. Le roi et le représentant de Vichy tempèrent donc les ardeurs antisémites d'une partie des colons, mais les juifs étrangers sont quand même enfermés dans des camps. Après-guerre, les responsables de la communauté juive rendent hommage au comportement bienveillant du roi du Maroc à leur égard, mais ils veulent en même temps conserver leurs liens avec la France, donc le système colonialiste du protectorat. Cette position, qui vise à ménager la chèvre et le chou, ne peut que leur attirer l'hostilité des nationalistes marocains³³.

*** *Se faire passer pour musulman : un sauf-conduit utile***

Il faut signaler qu'en métropole, sous le régime de Vichy et l'Occupation, un certain nombre de Juifs immigrés récemment du Maghreb se firent passer pour musulmans, grâce à de faux certificats (parfois fabriqués par la Mosquée de Paris³⁴) fournis lors du recensement imposé par

33. Pour plus de détails sur cette période, on lira «Vichy in Morocco. The residency, Mohammed V, and his indigenous Jewish subjects», un article de Daniel Schroeter publié dans l'ouvrage collectif dirigé par Ethan B. Katz, Lisa Moses Leff et Maud S. Mandel, *Colonialism and the Jews*, Indiana University Press, 2017.

34 Le nombre de Juifs sauvés par la Mosquée de Paris (officiellement 1700, selon son site Internet) est d'autant plus sujet à débat que le Commissariat général aux questions juives et le service des affaires nord-africaines dépendant du troisième bureau de la Direction des étrangers et des affaires juives sollicitèrent fréquemment les autorités religieuses musulmanes parisiennes

Vichy, soit même lors d'arrestations impromptues par la police française ou allemande. Certains réussirent à échapper ainsi à la déportation parce qu'ils savaient parler arabe, que leur physique ne correspondait aux phénotypes antisémites, et/ou que leur nom prêtait à confusion (J. Laloum, 2005).



Les RKD, l'un des rares groupes révolutionnaires- internationalistes pendant la guerre, publièrent un calamiteux «Appel aux ouvriers juifs» en 1943.

Sources :

Régine Azria, «Muriel Pichon, Les Français juifs, 1914-1950. Récit d'un désenchantement», *Archives de sciences sociales des religions* n° 160, octobre-décembre 2012

Pierre Birnbaum, *Histoire politique des Juifs de France. Entre universalisme et particularisme*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990

Raphaël Delpard, *L'armée juive clandestine en France : 1940-1945*, Page après page, 2002

Simon Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Albin Michel, 2008

Samuel Ghiles Meilhac, *Le CRIF, de la Résistance juive à la tentation du lobby*, Robert Laffont

André Kaspi, *Les Juifs pendant l'Occupation*, Seuil, 1997

Ethan B. Katz, Lisa Moses Leff et Maud S. Mandel, *Colonialism and the Jews*, Indiana University Press, 2017

Annie Kriegel, *Réflexion sur les questions juives*, Pluriel, 1984

Michel Laffitte, «L'UGIF, collaboration ou résistance ?» *Revue d'Histoire de la Shoah* 2006/2, n° 185.

Jean Laloum, « Des Juifs d'Afrique du Nord au Pletzl ? Une présence méconnue et des épreuves oubliées (1920-1945) », *Archives Juives*, 2005/2, volume 38

Lucien Lazare, in *Les anciens de la Résistance Juive, Organisation juive de combat : Résistance-sauvetage, France 1940-1945*, Autrement, 2^e édition, 2008

Michael Marrus et Robert Paxton, *Vichy et les juifs*, Calmann-Lévy, 1981

Béatrice Philippe, *Etre juif dans la société française. Du Moyen Age à nos jours*, Editions Complexe, 1979, 1997

pour vérifier si telle ou telle personne était juive ou musulmane.

Renée Poznanski, «On Jews, Frenchmen, Communists and the Second World War», in Jonathan Frankel (dir.), *Dark times, Dire decisions. Jews and communism*, Oxford University Press, 2004

Maurice Rajfus, *Des Juifs dans la collaboration, L'UGIF (1941-1944)*, EDI, 1980

Daniel Schroeter, «Vichy in Morocco. The residency, Mohammed V, and his indigenous Jewish subjects», in Ethan B. Katz, Lisa Moses Leff et Maud S. Mandel, *Colonialism and the Jews*, Indiana University Press, 2017

RHICOJ (dir.), *Les Juifs dans la Résistance et la Libération*, Editions du Scribe, 1985 : notamment les textes de David Douvette, Alexandre Derczansky, Anne Grynberg, Léo Hamon, Jacques Lazarus, Alain Michel, Freddy Menahem, Adam Rayski, Rita Thalman, Catherine Varlin et Saïa Voldman

Annette Wieworka, *Ils étaient juifs, résistants, communistes* [Denoël 1986], Perrin (édition considérablement modifiée), 2018